

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADS IDF NORD

Zone d'activités
5 rue Jean Monnet
78990 Élancourt

Code AIOT : 0006520888

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2025 dans l'établissement ADS IDF NORD implanté Zone d'activités 5 rue Jean Monnet 78990 Élancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADS IDF NORD
- Zone d'activités 5 rue Jean Monnet 78990 Élancourt
- Code AIOT : 0006520888
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de la société ADS IDF Nord sis sur le territoire de la commune d'Elancourt est une installation de transit et de regroupement de divers déchets dangereux et non dangereux exploitée sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique (2710, 2711, 2716 et 2718).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'équipe d'inspection a pu constater que le site est particulièrement étriqué, peu propice à une circulation des véhicules, des machines et des piétons dans des conditions optimales de sécurité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7	Demande d'action corrective	1 mois
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.1	Demande d'action corrective	15 jours
4	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Demande d'action corrective	15 jours
5	Risques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Aménagement	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.6	Demande d'action corrective	15 jours
8	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.6	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
9	Contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel agréé	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.4	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les multiples non-conformités relevées sur cet établissement de la société ADS IDF NORD mettent en lumière un déficit d'investissement en matière de sécurité. Le fait qu'un employé présent sur ce site depuis si peu de temps (3 jours selon ses déclarations) soit placé en situation de responsabilité sans avoir reçu la moindre information relativement aux risques que présente l'activité et/ou à la conduite à tenir en cas d'incident témoigne d'un défaut de prise en compte par les dirigeants de l'aspect sécurité. Un sursaut est attendu de la société afin que le site présente une situation conforme aux exigences minimales de sécurité et ce dans un délai raisonnable.

Les écarts constatés justifient la conduite de nouvelles inspections inopinées pour s'assurer du changement de portage de la société pour les questions relevant des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Les installations n° 2711 ou 2716 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Pour ces installations, le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ». L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : Non-conformité n°20250107-NC-1 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport de visite d'un organisme agréé. L'exploitant transmet sous quinzaine le dernier rapport de contrôle périodique de son installation réalisé par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout entreposage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...] Lorsque l'entreposage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.
Constats : Non-conformité n°20250107-NC-2 : L'équipe d'inspection constate la présence de stockages de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, lesquels ne sont pas disposés au droit de rétentions (cf. annexe photographique – photo n° 1). L'exploitant doit sous 1 mois entreposer tous ses stockages de produits ou de déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol à l'aplomb de rétentions suffisamment dimensionnées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. [...]
Constats : Non-conformité n°20250107-NC-3 : L'équipe d'inspection a pu pénétrer dans l'enceinte du site sans être interceptée. L'exploitant doit sous quinzaine assurer le filtrage à l'entrée de son établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie [...] notamment : - d'extincteurs [...] facilement accessibles. [...]
Constats : Non-conformité n°20250107-NC-4 : L'équipe d'inspection constate que plusieurs extincteurs du site sont placés à des endroits peu accessibles ou sont placés derrière des objets limitant leur accès (cf. annexe photographique – photos n° 2 à 4). L'exploitant doit sous quinzaine assurer l'accessibilité à l'ensemble de ses moyens de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. [...]
Constats : La personne responsable du site rencontrée par l'équipe d'inspection n'est pas en mesure de répondre aux questions de base concernant la lutte contre l'incendie. L'intéressé, présent dans l'établissement depuis quelques jours seulement déclare être chauffeur poids lourd et remplacer le responsable en titre provisoirement absent (congé maladie de quelques jours) sans avoir reçu de formation ou d'information relative à la sécurité du site. A titre d'exemple, l'intéressé n'est pas en mesure de situer les poteaux incendie du site ni de dire quelles sont les opérations à effectuer en cas de sinistre (coupure de la vanne de rejet des eaux, coupure des énergies, etc.).

<p>Non-conformité n° 20250107-NC-5 : L'exploitant place à la tête de son établissement une personne sans l'avoir au préalable informé et/ou formé sur les risques des installations et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant doit sous 3 mois établir un document expliquant les risques que présente l'installation, détaillant les différentes actions à entreprendre en cas d'incident/accident et conduire les actions de formation nécessaires à la tenue des postes des employés du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20250107-NC-6 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de rapport de contrôle des installations électriques.</p> <p>L'exploitant doit sous quinzaine produire un rapport de contrôle de ses installations électriques en bonne et due forme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3 « incendie » et « atmosphères explosibles » ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 20250107-NC-7 : L'équipe d'inspection constate l'absence d'affichage des consignes exigé par l'article 4.6 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016.</p> <p>L'exploitant doit sous quinzaine faire afficher les consignes requises dans les lieux fréquentés par</p>

le personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de déchets sortants
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • la date de l'expédition ; • le nom et l'adresse du destinataire ; • la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; • l'identité du transporteur ; • le numéro d'immatriculation du véhicule.
Constats : Non-conformité n° 20250107-NC-8 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection son registre des déchets sortants du site. L'exploitant doit transmettre sous quinzaine un extrait de son registre des déchets sortants pour la période du 01/12/2023 au 07/01/2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel agréé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1
Thème(s) : Risques chroniques, Contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel agréé
Prescription contrôlée : I. - Au sens du présent article, on entend par : 1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ; 2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes. II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un

opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

Non-conformité n° 2025-NC-9 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de document justifiant que les sorties de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) intervenant sur son site sont réalisées conformément aux dispositions de l'article R.543-200-1 du code de l'environnement.

L'exploitant doit sous quinzaine transmettre un document attestant que les enlèvements de DEEE sont réalisés selon lesdites dispositions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

[...]

Constats :

Non-conformité n° 20250107-NC-10 : L'équipe d'inspection constate que l'accès à certains alvéoles est empêché en raison d'un stockage de bennes vides empilées (cf. annexe photographique - photos n° 5 et 6).

L'exploitant doit sous quinzaine rendre accessible aux services de secours l'ensemble des installations de son établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

Annexe photographique Inspection ADS IDF NORD du 07/01/2025



Photo n° 1



Photo n° 2



Photo n° 3



Photo n° 4



Photo n° 5



Photo n° 6

